

Fiche 1.4

Régime d'aides relatif aux travaux réalisés par des propriétaires occupants et assimilés en matière d'autres travaux

Réf.

- *Articles R. 321-12 et R. 321-13 du code de la construction et de l'habitation ;*
- *Arrêté du 24 mai 2013 modifié relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Agence nationale de l'habitat ;*
- *Délibération n° 2023-45 du 6 décembre 2023 relative au régime d'aides applicable des propriétaires occupants et assimilés ;*
- *Délibération n° 2023-53 du 6 décembre 2023 relative à l'adaptation de la liste des travaux recevables et autres dépenses associées.*

Sommaire

1. Bénéficiaires éligibles.....	3
1.1. Rappel des conditions d'éligibilité aux aides en faveur des propriétaires occupants	4
1.2. Cas particuliers	4
1.2.1. Autres titulaires d'un droit réel conférant l'usage des locaux.....	4
1.2.2. Biens en indivision	4
1.2.3. Cas des SCI	4
2. Bénéficiaires non-éligibles	5
2. Travaux subventionnables	5
3. Conditions d'octroi des aides	6
3.1. Conditions spécifiques aux travaux de mise en conformité des installations d'assainissement non-collectif	6
4. Conditions de financement des travaux	7
4.1. Taux de subvention applicable dans le cas où la demande est présentée par des personnes assurant la charge effective des travaux pour leurs ascendants ou leurs descendants	7
4.2. Evolution du montant des travaux entre l'attribution de la subvention et son paiement.....	8
4.3. Dépôt de plusieurs demandes de subventions successives dans un délai de cinq ans 10	
4.3.1. Principe	10
4.3.2. Dérogation	11
5. Constitution du dossier.....	12
5.1. Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'aide	12
5.2. Pièces à joindre à la demande d'avance.....	13
5.3. Pièces à joindre à l'appui d'une demande de paiement du solde	14

1. Bénéficiaires éligibles

▪ 2° et 3° du I de l'article R. 321-12 du CCH :

L'agence peut accorder des subventions :

2° Aux propriétaires ou à tout autre titulaire d'un droit réel conférant l'usage des locaux pour les logements qu'ils occupent eux-mêmes dans les conditions prévues à l'article R. 321-20 ;

3° Aux personnes qui assurent la charge effective des travaux dans des logements occupés dans les conditions prévues à l'article R. 321-20 par leurs ascendants ou descendants ou ceux de leur conjoint, de leur concubin au sens de l'article 515-8 du code civil ou du cosignataire d'un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du code civil lorsque ces derniers ont la qualité de propriétaires ou de titulaires d'un droit réel conférant l'usage des locaux ; [...]

▪ II de l'article R. 321-12 du CCH :

Pour l'application du I et du II du présent article, sont assimilés aux propriétaires les titulaires d'un contrat leur donnant vocation à l'attribution à terme de la propriété du logement ainsi que les porteurs de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution en propriété du logement.

Dans les cas mentionnés aux 2° et 3° du I, la subvention n'est attribuée que pour des logements occupés par des personnes dont l'ensemble des ressources répond aux conditions définies, après avis du conseil d'administration, par arrêté du ministre chargé des finances et du ministre chargé du logement. Cet arrêté fixe notamment les plafonds de ressources qui sont révisés chaque année par l'agence en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac. Ces conditions de ressources sont également applicables aux personnes mentionnées au 3° qui, supportant la charge des travaux à effectuer dans des logements occupés par leurs proches, sollicitent le bénéfice de l'aide.

▪ Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 2.2 : Respect des plafonds de ressources) :

Conformément au II de l'article R. 321-12 du CCH et à l'article 15-C du RGA, les bénéficiaires mentionnés au 2.1 ci-dessus ne sont éligibles au régime d'aides prévu par la présente délibération que si leurs ressources sont inférieures ou égales aux plafonds de ressources dits « modestes » ou « très modestes » définis par l'arrêté du 24 mai 2013 modifié relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Agence nationale de l'habitat et révisés, pour l'année 2024, par la circulaire du Directeur général de l'Anah du 29 novembre 2023.

Les plafonds de ressources dits « très modestes » et « modestes » sont ceux mentionnés respectivement à l'article 1er (annexe 1) et à l'article 2 (annexe 2) de l'arrêté susmentionné.

1.1. Rappel des conditions d'éligibilité aux aides en faveur des propriétaires occupants

Les aides en faveur des propriétaires occupants sont réservées à des ménages :

- propriétaires ou titulaires d'un droit réel sur un logement qu'ils occupent à titre de résidence principale au moins huit mois par an (sauf exceptions) ; et
- dont les ressources sont inférieures ou égales à certains plafonds, définis par l'arrêté du 24 mai 2013 modifié et révisés annuellement.

Les personnes qui assurent la charge effective des travaux dans les logements occupés à titre de résidence principale par leurs ascendants ou descendants ou ceux de leur conjoint, concubin notoire ou partenaire pacsé, lorsque ceux-ci ont la qualité de propriétaires ou de titulaires d'un droit réel conférant l'usage des locaux, sont également éligibles. Dans ce cas, les conditions de ressources doivent être respectées à la fois par les personnes qui occupent le logement et par les personnes qui assurent la charge des travaux et sollicitent les aides.

Pour plus d'information sur les modalités d'appréciation des conditions de ressources des ménages, se référer à la fiche n° 7 de la présente instruction (« Plafonds de ressources « propriétaires occupants » applicables aux dossiers déposés à compter du 1^{er} janvier 2024 »).

1.2. Cas particuliers

1.2.1. Autres titulaires d'un droit réel conférant l'usage des locaux

Les titulaires d'un droit réel conférant l'usage des locaux (autre que le droit de propriété) sont éligibles aux aides de l'Anah en faveur des propriétaires occupants. Cette hypothèse renvoie, notamment, aux usufruitiers occupants. Les nu-propriétaires ne sont pas éligibles.

1.2.2. Biens en indivision

Les indivisaires peuvent bénéficier d'une aide au propriétaire occupant dans la mesure où le logement rénové est occupé par un ou plusieurs membres de l'indivision. Dans ce cas, seules les ressources du ménage de l'indivisaire occupant sont prises en compte. La désignation d'un mandataire est obligatoire en application de l'article 2 du RGA. Le demandeur doit joindre ce mandat à son dossier.

1.2.3. Cas des SCI

Les associés de SCI peuvent bénéficier d'une aide de l'Anah aux propriétaires occupants à la double condition suivante :

- le logement est occupé par l'associé de la SCI demandeur de la subvention ;
- chaque associé de la SCI respecte les plafonds de ressources PO (Pour plus de précisions, se référer à la fiche n° 7 de la présente instruction « Plafonds de ressources « propriétaires occupants » applicables aux dossiers déposés à compter du 1^{er} janvier 2024 »).

2. Bénéficiaires non-éligibles

▪ Article R. 321-13 du CCH :

Pour les logements acquis dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 443-7 à L. 443-15-5, les bénéficiaires mentionnés aux 2° et 3° du I de l'article R. 321-12 ne peuvent se voir octroyer une aide qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'acquisition. Toutefois, ce délai peut être réduit lorsque le projet vise l'adaptation du logement aux besoins spécifiques d'une personne âgée ou handicapée. [...]

Excepté sur les territoires des opérations mentionnées à l'article L. 303-1, les bénéficiaires mentionnés au 2° de l'article R. 321-12 ne peuvent bénéficier d'une aide pour des logements ou immeubles qui ont fait l'objet depuis moins de cinq ans ou font l'objet des concours financiers prévus par la réglementation relative aux aides de l'Etat pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété et celles relatives aux habitations à loyer modéré.

Ne sont pas éligibles aux aides de l'Anah en faveur des propriétaires occupants :

- les propriétaires dont les logements ont été acquis dans le cadre d'une vente HLM depuis moins de cinq ans. Ce délai de cinq ans peut être réduit lorsque les travaux ont pour objet l'accessibilité ou l'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap ;
- les propriétaires ayant bénéficié au cours des cinq dernières années ou bénéficiant de concours financiers prévus par la réglementation relative aux aides de l'Etat pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété (dont les prêts à taux zéro – PTZ¹) et celles relatives aux habitations à loyer modéré. Ce motif d'inéligibilité ne s'applique pas lorsque le logement subventionné est situé dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH).

2. Travaux subventionnables

▪ Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 3.5 : Autres travaux subventionnables) :

➤ Cas des ménages aux ressources « très modestes »

Pour les ménages aux ressources « très modestes » mentionnés au 2.2 de la présente délibération et dans le respect des orientations de l'Anah pour la programmation des interventions, d'autres travaux que ceux définis ci-dessus peuvent être subventionnés s'ils figurent sur la liste des travaux recevables fixée par le Conseil d'administration en application des articles R. 321-15 du CCH et 4 du RGA (délibération n° 2023-53 du 6 décembre 2023).

¹ Il est rappelé que le cumul du bénéfice d'un éco-PTZ avec une subvention au titre des aides à la pierre est possible.

➤ **Cas des ménages aux ressources modestes**

Pour les ménages aux ressources modestes mentionnés au 2.2 de la présente délibération, les seuls travaux subventionnables au titre du 3.5 de la présente délibération sont les travaux portant sur les parties communes d'un immeuble ou sur un logement faisant l'objet d'un Plan de sauvegarde ou situés dans le périmètre d'une OPAH « copropriété » (ou du volet « copropriété » d'une OPAH).

Au titre de l'entrée de travaux « autres travaux » :

- les travaux réalisés doivent figurer sur la liste des travaux recevables, annexée à la délibération n° 2023-53 du 6 décembre 2023 pour être subventionnables ;
- lorsque le demandeur est un propriétaire occupant aux ressources très modestes, tous les travaux figurant sur la liste des travaux recevables peuvent être subventionnés, sous réserve de respecter les orientations de l'Anah dans la programmation des interventions ;
- lorsque le demandeur est un propriétaire occupant aux ressources modestes, seuls les travaux portant sur les parties communes d'un immeuble ou sur un logement faisant l'objet d'un Plan de sauvegarde ou situés dans le périmètre d'une OPAH « copropriété » (ou du volet « copropriété » d'une OPAH) sont subventionnables ;
- les travaux en parties communes d'un immeuble faisant l'objet d'une demande d'aide individuelle sont subventionnables, dès lors que ces travaux concernent :
 - une copropriété de moins de 75 % de lots à usage ou à défaut de moins de 75 % de tantièmes de lots de copropriété à usage d'habitation) ou de moins de 65 % de lots à usage d'habitation (ou à défaut de moins de 65 % de tantièmes de lots de copropriété à usage d'habitation) pour les copropriétés de vingt lots d'habitation ou moins (uniquement pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes) ;
 - une copropriété en difficulté visée au 7° du I de l'article R. 321-12 du CCH.

3. Conditions d'octroi des aides

3.1. Conditions spécifiques aux travaux de mise en conformité des installations d'assainissement non-collectif

▪ Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 4.5 : Conditions spécifiques pour les autres travaux subventionnables) :

S'agissant des travaux de mise en conformité des installations d'assainissement non-collectif, il est précisé que la subvention de l'Anah peut être octroyée en complément d'une aide de l'Agence de l'eau, attribuée directement ou par l'intermédiaire d'une collectivité ou d'une aide de la collectivité dans les conditions définies par une instruction du directeur général.

La délibération n° 2023-45 restreint le financement par l'Anah des travaux de mise en conformité des installations d'assainissement non-collectif : ce financement n'est possible que dans le cas où les travaux font également l'objet d'une aide de l'Agence de l'eau ou d'une collectivité territoriale.

La présente instruction subordonne l'octroi d'une aide au respect des conditions suivantes :

- le dossier est visé préalablement par le service en charge des missions visées au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales (service public de l'assainissement non collectif – SPANC) ;
- l'obligation de mise en conformité des installations existantes a été notifiée au propriétaire dans le cadre du SPANC (document à joindre au dossier de demande de subvention) ;
- les travaux sont financés par l'Agence de l'eau, directement ou par l'intermédiaire de la collectivité locale (la décision permettant d'attester le montant prévisionnel de l'aide accordée par l'Agence de l'eau ou par la collectivité territoriale est jointe au dossier de demande de subvention) ;
- en tout état de cause, l'aide de l'Anah ne peut pas être supérieure au montant de l'aide accordée par l'Agence de l'eau ou par la collectivité territoriale.

Cas particuliers :

- dans le cas où le coût de la mise en conformité de l'installation d'assainissement non-collectif est supérieur au coût du raccordement à un réseau d'assainissement collectif, les travaux de raccordement à ce réseau peuvent être financés dans des conditions identiques à celles indiquées ci-dessus, le cas échéant en prenant en compte l'aide qui aurait pu être attribuée par l'Agence de l'eau (ou la collectivité territoriale) si les travaux de mise en conformité d'assainissement non-collectif avaient été réalisés (l'éligibilité à l'aide de l'Agence de l'eau des travaux de mise en conformité et son montant théorique sont alors attestés par tout moyen) ;
- lorsque les travaux de mise en conformité sont réalisés, avec l'accord du propriétaire, dans le cadre du SPANC, l'aide de l'Anah peut être accordée au propriétaire bien que la facture ne soit pas établie au nom de ce dernier ; l'aide de l'Anah est calculée, dans les conditions indiquées ci-dessus, en prenant en compte le coût total HT des travaux de mise en conformité réalisés dans le cadre du SPANC sur l'installation concernée (coût avant imputation de l'aide de l'Agence de l'eau ou de la collectivité territoriale).

4. Conditions de financement des travaux

4.1. Taux de subvention applicable dans le cas où la demande est présentée par des personnes assurant la charge effective des travaux pour leurs ascendants ou leurs descendants

▪ Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 5.1.2 : Taux maximal de subvention) :

Dans le cas où la demande de subvention est présentée par des personnes assurant la charge effective des travaux pour leurs ascendants ou descendants propriétaires occupants (3° du I de l'article R. 321-12 du CCH), le taux maximal de subvention à prendre en compte est :

- celui applicable aux ménages aux ressources « modestes », si au moins l'un des deux ménages est un ménage aux ressources « modestes » ;
- celui applicable aux ménages aux ressources « très modestes » dans les autres cas.

Pour l'application de cette règle, les différentes hypothèses possibles sont synthétisées dans le tableau ci-après :

	Demandeur aux ressources « très modestes »	Demandeur aux ressources « modestes »
Propriétaire occupant aux ressources « très modestes »	Application du taux maximal de subvention applicable aux ménages aux ressources « très modestes »	Application du taux maximal de subvention applicable aux ménages aux ressources « modestes »
Propriétaire occupant aux ressources « modestes »	Application du taux maximal de subvention applicable aux ménages aux ressources « modestes »	Application du taux maximal de subvention applicable aux ménages aux ressources « modestes »

Aucune aide n'est accordée si les ressources de l'un des deux ménages (propriétaire occupant et demandeur de l'aide) sont supérieures au plafond de ressources « modestes ».

4.2. Evolution du montant des travaux entre l'attribution de la subvention et son paiement

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 5.4 : Evolution du montant des travaux entre l'attribution de l'aide et son paiement) :**

En cas d'évolution du projet donnant lieu à des dépenses supplémentaires, une subvention complémentaire peut être octroyée dans les conditions définies par la délibération n° 2022-29 du 15 juin 2022.

▪ **Extrait de la délibération n°2022-29 du 15 juin 2022 – 8° relatif conditions d'application de l'article 3 du RGA relatif à la modification du projet initial :**

En application de l'article 3 du RGA, la notion de projet initial recouvre les travaux projetés ainsi que leur plan de financement.

1) Dépenses supplémentaires donnant lieu à engagement rectificatif

Lorsqu'elle donne lieu à des dépenses supplémentaires, l'évolution du projet initial peut conduire à l'octroi d'une subvention complémentaire par un engagement rectificatif.

Constituent des dépenses supplémentaires au sens de l'article 3 du RGA, toute nouvelle dépense liée au projet objet de la demande de subvention initiale, qu'elle intervienne avant ou après le commencement des travaux, y compris celle résultant de l'évolution des aides reçues pour le financement du projet. Sont exclues des dépenses supplémentaires, les dépenses résultant d'une évolution substantielle du projet, telle que définie 2) ci-dessous.

2) Dépenses supplémentaires substantielles nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande de subvention

Lorsqu'elle donne lieu à des dépenses supplémentaires présentant un caractère substantiel, l'évolution du projet initial nécessite le dépôt d'une nouvelle demande.

Constituent une évolution substantielle du projet au sens de l'article 3 du RGA :

- la modification de la nature des travaux objets de la demande de subvention initiale ; ou
- l'évolution du projet entraînant une évolution du montant des travaux supérieure à 30% du montant initial des travaux subventionnables.

L'évolution du seul plan de financement du projet sans évolution du montant de travaux subventionnable ne constitue pas une évolution substantielle du projet.

En application de la délibération n° 2022-29 du 15 juin 2022, la possibilité d'une subvention complémentaire est désormais ouverte en cas d'évolution du projet initial donnant lieu à dépense supplémentaire (et non plus en cas d'évolution des seuls travaux).

La notion de « *projet initial* » recouvre les travaux projetés, ainsi que leur plan de financement. La notion de « *dépense supplémentaire* » est définie comme « *toute nouvelle dépense liée au projet objet de la demande de subvention initiale, qu'elle intervienne avant ou après le commencement des travaux, y compris celle résultant de l'évolution des aides reçues pour le financement du projet* ».

Les dépenses supplémentaires donnent lieu à un engagement rectificatif sauf lorsque ces dépenses supplémentaires résultent d'une évolution substantielle du projet. Elles nécessitent dans ce second cas, le dépôt d'une nouvelle demande de subvention.

Sous réserve qu'elles ne conduisent pas à une évolution substantielle du projet, peuvent ainsi être prises en compte au titre des dépenses supplémentaires :

- l'augmentation du montant de travaux par rapport aux devis de la demande initiale de financement, qu'elle résulte du remplacement d'une entreprise défaillante, de l'augmentation du coût des matériaux ou de travaux induits non prévus initialement ;

Nota bene : l'augmentation du coût de la main d'œuvre n'est pas concernée par cette disposition.

- l'évolution des engagements des autres financeurs, modifiant le plan de financement initial, afin de garantir l'équilibre financier du projet par une évolution de la participation de l'Anah.

4.3. Dépôt de plusieurs demandes de subventions successives dans un délai de cinq ans

▪ Extrait de la délibération n° 2023-45 (article 6.1) :

Un demandeur peut déposer plusieurs demandes de subventions successives pour l'amélioration d'un même logement dans les conditions prévues ci-après.

Lorsque le dépôt d'une nouvelle demande intervient dans un délai de cinq ans à compter du dépôt d'une première demande ayant donné lieu à l'octroi d'une subvention, l'octroi d'une nouvelle aide est conditionné au respect du plafond de travaux le plus élevé parmi ceux applicables au titre des différentes demandes d'aides.

Deux situations doivent être distinguées selon que ce plafond de travaux a été atteint ou non :

- si, au dépôt de la nouvelle demande d'aide, le plafond de travaux ainsi défini a déjà été atteint, aucune nouvelle aide ne pourra être octroyée ;
- si le plafond de travaux pris en compte n'a pas été atteint au titre des travaux du ou des dossiers précédents, la nouvelle demande d'aide peut donner lieu à l'octroi d'une aide dans la limite du reliquat disponible sur le plafond de travaux.

Par dérogation, le plafond de travaux applicable aux travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap (Ma Prime Adapt') est cumulable avec le plafond de travaux défini au deuxième alinéa du présent article.

En cas d'évolution des plafonds de travaux entre les différentes demandes d'aides, il est tenu compte du plafond de travaux applicable à la date de la nouvelle demande.

4.3.1. Principe

Dans le cas où un même demandeur dépose plusieurs demandes successives pour la réalisation d'un nouveau projet de travaux au sein d'un même logement, il doit attendre un délai de cinq ans à compter du dépôt de sa première demande de subvention pour bénéficier à nouveau d'un plafond de subvention complet.

Afin de déterminer si le demandeur qui dépose une seconde demande de subvention moins de cinq ans après le dépôt de sa première demande a droit à une nouvelle aide de l'Anah, il convient, en premier lieu, d'identifier le plafond de travaux le plus élevé parmi ceux applicables au titre de ces deux demandes d'aides.

A titre d'exemple, si le demandeur a d'abord réalisé des travaux de lutte contre l'habitat indigne ne lui permettant pas d'atteindre la classe « E » (plafond de travaux de 50.000 € HT) et souhaite désormais réaliser des travaux de rénovation énergétique lui permettant un gain de deux classes (40.000 € HT), le plafond de travaux le plus élevé au titre de ces deux demandes d'aides sera celui associé aux travaux de lutte contre l'habitat indigne (50.000 € HT).

Une fois ce plafond déterminé, les deux situations suivantes doivent être distinguées.

Cas n° 1 : le plafond de travaux a été atteint dans le cadre de la première demande. Dans ce cas, le demandeur n'a droit à aucune nouvelle aide.

Cas n° 2 : le plafond de travaux n'a pas été atteint dans le cadre de la première demande. Dans ce cas, le demandeur a droit à une nouvelle aide. Le montant de dépenses subventionnables pour ce nouveau dossier est égal au reliquat de plafond de travaux calculé de la manière suivante :

Montant de dépenses subventionnables au titre de la seconde demande =

Plafond des dépenses subventionnables en vigueur lors du dépôt de la seconde demande	–	Montant des dépenses subventionnables du premier dossier
--	---	--

Exemple :

- En 2024, le demandeur réalise des travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé ne lui permettant pas d'atteindre la classe « E » après travaux avec un montant de dépenses subventionnables de 25.000 € HT. Le plafond de dépenses subventionnables applicable est de 50.000 € HT (première demande de subvention) ;
- En 2027, le demandeur réalise des travaux de rénovation énergétique « Ma Prime Rénov' Parcours accompagné » permettant un gain de deux classes, correspondant à un plafond de dépenses subventionnables de 40.000 € HT (seconde demande de subvention) ;
- Le plafond de dépenses subventionnables pour la seconde demande correspond au plafond de travaux le plus élevé parmi ceux applicables au titre des différentes demandes d'aides, soit 50.000 € HT ;
- Le montant des dépenses subventionnables au titre de la seconde demande s'élève donc à 50.000 € HT – 25.000 € HT soit 25.000 € HT.

Dans le cas où la première demande et la seconde demande concernent deux logements différents, il est fait application à chaque de ces dossiers d'un plafond de subvention complet, quelle que soit la date à laquelle ils sont déposés.

En effet, compte tenu de la diminution de la durée d'engagement, le propriétaire occupant peut au bout de trois ans avoir pleinement satisfait ses engagements d'occupation à titre de résidence principale et souhaiter réaliser des travaux dans sa nouvelle résidence principale.

Le nouveau plafond de travaux est celui applicable à l'entrée de travaux définie par le nouveau projet.

4.3.2. Dérogation

Par dérogation à ce qui précède, le plafond de travaux applicable aux travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap (MaPrimeAdapt') est cumulable avec les plafonds de travaux applicables au titre des autres entrées de travaux.

En d'autres termes, si un même demandeur dépose deux demandes successives pour l'amélioration d'un même logement dans un délai de cinq ans, dont l'une au titre de MaPrimeAdapt', il convient d'appliquer :

- d'une part, le plafond de travaux subventionnables de 22.000 € HT pour le dossier MaPrimeAdapt' ;
- d'autre part, le plafond de travaux subventionnables défini, en fonction de la nature des travaux à réaliser, par l'article 5.1.1 de la délibération n° 2023-45.

5. Constitution du dossier

5.1. Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'aide

Dans le cadre de sa demande d'aide, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- un dossier technique comprenant :
 - o les devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux, présentés par une ou plusieurs entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre ;
 - o le cas échéant, le devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Lorsque l'intervention d'une maîtrise d'œuvre est rendue obligatoire par la réglementation de l'Anah², le demandeur joint également la copie du contrat de maîtrise d'œuvre complète comprenant le montant des honoraires ;
 - o le (ou les) plan(s) et croquis si nécessaire(s) à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ;
 - o le cas échéant, les études techniques et les diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants.
- le cas échéant, le contrat d'AMO ;
- dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
<ul style="list-style-type: none">▪ Adresse du logement à rénover différente de celle figurant sur l'avis d'imposition ou de non-imposition du demandeur	<ul style="list-style-type: none">▪ Justificatif(s) de propriété ou des droits détenus sur le logement
<ul style="list-style-type: none">▪ Demandeur ne détenant pas la pleine propriété du logement à rénover	<ul style="list-style-type: none">▪ Justificatif(s) des droits détenus sur le logement
<ul style="list-style-type: none">▪ Demandeur assurant la charge effective des travaux pour un ascendant ou descendant	<ul style="list-style-type: none">▪ Justificatifs de ressources du propriétaire occupant

² Travaux subventionnables supérieurs à 100 000 € et/ou arrêté d'injonction de travaux.

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Associé d'une SCI 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Justificatifs de ressources des associés non occupants
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evolution de situation familiale intervenue dans l'année 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Justificatifs permettant de prendre en compte une situation particulière pour l'appréciation des revenus (justificatif de séparation ou de divorce, attestation de garde des enfants, acte de décès, certificat de naissance ou de grossesse, placement de longue durée en établissement de soins, etc.)
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demandeur placé sous tutelle 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Copie de la décision judiciaire et coordonnées complètes du tuteur
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montant des travaux subventionnables > 100 000 € 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan de financement prévisionnel signé
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux réalisés en auto-réhabilitation accompagnée par un opérateur spécialisé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Copie de la convention conclue avec l'opérateur et la charte spécifique signée
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation de travaux d'assainissement non collectif 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Copie de notification de l'aide de l'Agence de l'eau ou d'une collectivité locale ▪ Justificatif du SPANC
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation de travaux en parties communes de copropriété 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PV de l'assemblée générale de la copropriété autorisant la réalisation des travaux ▪ Répartition des quotes-parts de travaux par tantièmes ou par lots
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Logement inclus dans un bail commercial 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Copie de l'état des lieux annexé au bail commercial et tout document permettant de constater l'occupation effective du logement
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recours à un mandataire pour le dépôt de la demande 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cerfa n° 13 462
<ul style="list-style-type: none"> ▪ En cas de procuration à un mandataire pour la perception de fond 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cerfa n° 13 463
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande d'aide présentée sous format papier 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cerfa n° 12 711 ▪ Justificatifs de ressources du demandeur : dernier avis d'imposition disponible ou, en cas de non-imposition, dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu disponible

5.2. Pièces à joindre à la demande d'avance

Dans le cadre de ses demandes d'avance/d'acompte, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

Demande d'avance	Demande d'acompte
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande d'avance comportant les engagements signés du bénéficiaire et les conditions de son reversement éventuel ▪ Au moins un devis d'entreprise participant à la réalisation des travaux subventionnés, daté et signé par l'entreprise et par le bénéficiaire ou son mandataire et faisant mention d'une demande d'acompte à l'acceptation du devis ou pour le commencement des travaux ▪ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ▪ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds : Cerfa n° 13 463 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande d'acompte ▪ Factures correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, un état d'avancement délivré par le maître d'œuvre ▪ En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur montant et de leur paiement ▪ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ▪ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds : Cerfa n° 13 463

5.3. Pièces à joindre à l'appui d'une demande de paiement du solde

Dans le cadre de sa demande de paiement du solde, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- les factures des entreprises ayant réalisé les travaux ainsi que, le cas échéant, les notes d'honoraires. En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur montant et de leur paiement ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;
- le plan de financement signé si celui-ci n'a pas été fourni dans le dossier de demande de subvention ou s'il a été modifié par rapport à celui présenté lors du dépôt de la demande.
- dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires particulières listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cerfa n° 13 463
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Logement appartenant à une société 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ K-bis
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande d'aide présentée sous format papier 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Courrier de demande de paiement du solde